

I) Politique

- Depuis les révolutions au Maghreb, des tensions diplomatiques entre les Etats Membres de l'Union surviennent sur la gestion de migrants. Suite à l'arrivée massive de migrants sur l'île de Lampedusa, l'Italie a passé un accord bilatérale avec la Tunisie permettant aux tunisiens d'obtenir des visas de 6 mois. Or dans le cadre des accords de Schengen, la délivrance de ce visa permet à son détenteur de circuler dans l'ensemble de l'espace.

La France, La Belgique ont immédiatement réagit en annonçant le renforce des contrôles aux frontières et le renvoi vers l'Italie tous les migrants. Décision qui a abouti aux incidents entre Nice et Vintimille.

L'Autriche et l'Allemagne ont déclaré réfléchir à une solution identique à la France. De son côté, le gouvernement italien souhaite faire prendre conscience à l'Union Européenne de sa responsabilité face à des immigrants qui disent rejoindre leur famille en Europe et principalement en France.



Se sentant isolés face à une problématique qui doit être gérée collectivement, les autorités italiennes ont menacé de quitter l'Union Européenne.



- L'Union a réagi par la voix du Président du Conseil Européen, Herman Van Rompuy. Ce dernier a insisté sur l'importance de développer et améliorer les partenariats avec les pays méditerranéens. José Manuel Barroso, Président de la Commission Européenne a annoncé une aide supplémentaire de 140 millions d'euros à la Tunisie, si elle accepte et finance la réadmission des ressortissants exilés.

- Suite au conflit franco-italien sur la gestion des migrants arrivant notamment sur l'île de Lampedusa, la France a souhaité une modification des accords de Schengen, afin qu'y soit ajouté une clause de suspension provisoire. Le PS s'est opposé à cette demande, demandant une action concertée de l'Union Européenne pour gérer dignement la situation. La présidente du FN s'est également opposée à cette clause suspensive, privilégiant la sortie pure et simple des accords.
- Un article intéressant est paru dans Le Monde sur la solidarité à la mode italienne vis-à-vis des immigrés dans le village de Riace ([lien](#))

- En désaccord sur de nombreux points ces dernières semaines, la France a assuré l'Italie de son soutien pour la nomination de Mario Draghi à la tête de la BCE. Suite à la nomination qui aura lieu le 23-24 juin, ce dernier pourrait remplacer Jean Claude Trichet dont le mandat arrive à terme en Octobre.

- La France et l'Italie ont également agi de concert pour reconnaître la légitimité du Conseil national de transition libyen. Berlusconi a ainsi condamné le régime de Kadhafi. Ils ont également exprimé leurs volontés de relancer l'Union pour la Méditerranée et leur attachement à la politique de sécurité et de défense commune (PSDC)



- Les ministres des Affaires Etrangères de l'Union Européenne ont reçu le Conseil national de transition libyen afin d'étudier la situation politique et humanitaire de leur pays. Les français et les britanniques ont souhaité que l'UE intensifie son action au sein de l'OTAN afin de résoudre rapidement une situation qui s'enlise. Un vœu qui n'a pas été entendu par leurs homologues, notamment italien et espagnol, qui ont considéré que l'action de l'OTAN se déroulait bien. Ils ont rappelé que la résolution 1973 des Nations Unies avait uniquement pour but la protection des citoyens libyens.

Quelques temps auparavant, l'Union Européenne avait dépêché une mission à Benghazi pour nouer des contacts avec les opposants au régime libyen.

Parallèlement, l'UE a décrété un embargo sur le pétrole et le gaz en provenance de Libye.

- L'Union Européenne a informé le secrétaire général de l'Onu Ban Ki-Moon de sa volonté d'agir pour protéger la population libyenne. Elle s'est dite prête à engager des moyens militaro-humanitaires pour se faire. Une initiative soutenue par l'Allemagne. Une démarche qui ne peut se faire qu'avec l'accord de l'ONU. La participation de l'Allemagne sera une première depuis la défaite de l'Afrika corps... en 1943.

- 343 millions de dollars de matériels militaires ont été vendus à la Libye en 2009. L'information du blogueur Dan O'Huiginn révèle que l'Italie et la France sont les plus grands contributeurs devant l'Angleterre.

- L'Union Européenne a salué l'étape importante dans la transition démocratique réalisée par Haïti suite aux élections du Conseil Electoral provisoire.

- L'Union européenne a affirmé continuer à faire pression sur la Syrie, le Yémen et Bahreïn afin que les droits fondamentaux (liberté d'expression, manifestation pacifique,...) soient respectés et que les réformes soient engagées. Monsieur Nemeth a ainsi condamné le recours à la force, qui a causé de nombreuses victimes et disparitions en Syrie et au Yémen, alors que la situation semble s'améliorer à Bahreïn.

- L'Union Européenne a par la voix de Barroso alloué un aide supplémentaire à la Tunisie, afin de favoriser la transition démocratique et la croissance économique. Mais l'Union souhaite également que la Tunisie s'engage dans « une action forte et claire en acceptant la réadmission de ses ressortissants qui se trouvent de



manière irrégulière en Europe ainsi que dans la lutte contre la migration irrégulière ».

- Le 8 Avril dernier se déroulait la journée internationale de la population Roms. L'occasion pour Bruxelles de rappeler, qu'elle compte comme une des populations les plus précaires d'Europe et qu'il relève des Etats de mettre en place des politiques d'intégration viables. De son côté, l'UE soutien ces initiatives, par l'allocation de 9,6 milliards d'euros de fonds, pour l'intégration des personnes défavorisées. (Revue de Presse de Toute l'Europe sur le sujet : [lien](#)). Ce sont 172 millions qui sont attribués spécifiquement à cette population. L'UE a également rappelé aux Etats membres que l'intégration de cette communauté constituait « l'un des objectifs assignés aux Etats dans le cadre de la stratégie de croissance de l'UE ».
 - Catherine Ashton a appelé les autorités irakiennes à permettre la visite du camp d'Achraf par les observateurs internationaux indépendants afin qu'ils puissent dresser un bilan complet de la situation.
 - Dans le cadre d'un accord passé entre le Premier Ministre palestinien Salam Fayyad, et Catherine Ashton, représentante de l'Union Européenne aux affaires étrangères, le marché des 27 s'ouvre aux exportations agricoles palestiniennes. L'union conforte par un acte économique son soutien politique à la Palestine. Les produits concernés sont les produits agricoles, les produits agricoles transformés ainsi que les produits halieutiques en provenance de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza. Un soutien administratif devra être mis en place parallèlement afin que seuls les produits palestiniens en profitent. Par ailleurs, une aide de 300 millions d'euros a été attribuée afin d'aider les autorités palestiniennes dans la consolidation de l'Etat.
- 
- L'UE et les Etats-Unis ont réactivé le plan proposé par le Conseil de coopération du Golf, selon lequel le Président Ali Abdallah Saleh devait remettre le pouvoir et quitter le Yemen. En échange, le plan présenté par les représentants UE et USA s'engageait à ne pas les poursuivre.
 - L'Union Européenne a annoncé le versement d'une aide de 180 millions d'euros pour la reconstruction de la Côte d'Ivoire suite à l'arrestation du président sortant Laurent Gbagbo.
 - Bruxelles a également annoncé l'allocation d'une aide de 460 millions d'euros au profit du Niger, qui a beaucoup fait évoluer son processus démocratique. Ce dernier ayant conduit à l'élection de Mahamadou Issoufou.
 - L'Union européenne a adopté des sanctions à l'égard de 32 responsables du régime iranien. Il leur est reproché d'avoir un rôle dans l'augmentation des exécutions capitales et les atteintes répétées à la liberté d'expression et de manifestation.
 - Parallèlement, l'Union Européenne a allégé les mesures (gels d'avoir et interdictions de visa d'entrée) pour un tiers de membres du gouvernement birman. A noter que si l'Union applique ses sanctions, tout comme la prohibition de l'investissement des entreprises liées à

la Junte, et l'embargo sur les importations de certaines matières premières, l'UE est le premier bailleur de fond de la Birmanie. Elle intervient dans le secteur de l'éducation et de la santé.

- Un rapport du britannique Andrew Duff (député européen libéral) propose la nomination du président de la Commission parmi les députés européens, l'instauration de listes transfrontalières lors des élections européennes. Il est suivi dans cette démarche par la commission des Affaires constitutionnelles du Parlement. Le texte devrait justement être soumis au Parlement européen en Juin prochain.
 - L'Union Européenne a lancé un questionnaire visant à recueillir l'avis de l'ensemble des citoyens européens sur les régions ultrapériphériques et leur intégration dans le marché unique. Ces dispositions intéressent tout particulièrement la France, de par la situation géographique de ses 4 DOM et 2 COM.
 - Suite aux élections qui se sont déroulées en Andorre, une proposition a été faite visant à intégrer la principauté à l'Espace Economique Européen.
 - Venu en France défendre la place de la Turquie dans l'UE, le ministre des Affaires européennes turcs, Egemen Bagis a insisté sur l'intérêt pour l'Union d'accueillir un pays dont la population musulmane est nombreuse. Pour lui, cela permettrait d'envoyer un message sur la coexistence de l'Islam et de la démocratie. Il a également évoqué le rôle diplomatique que pouvait jouer la Turquie vis-à-vis de l'Irak et de l'Iran.
- 
- Europol, organisation de coopération policière a publié les statistiques sur le terrorisme en Europe. Elle annonce ainsi une baisse de 21% du nombre d'attaques sur le sol européen entre 2010 et 2009. La majorité d'entre eux étant l'œuvre de séparatistes. Les nombreuses arrestations des indépendantistes de l'ETA auraient grandement participé à cette baisse, ainsi que la baisse de l'activité terroriste imputable aux Front de Libération national Corse.
- 
- « En ce moment, pour résumer, les sommets européens ressemblent au service psychiatrique d'un hôpital rempli de bras-cassés et de patients en camisole de force ou en phase terminale. Pas étonnant dans ces conditions que les leaders de l'Union européenne aient du mal à trouver le remède à la crise de la dette souveraine. » The Economist ([lien](#))
 - La victoire des « vrais finlandais » lors des élections finlandaises symbolise à elle seule la montée des populismes en Europe. Ce nationalisme se caractérise notamment par un rejet de l'Euro et de l'Union Européenne. Ainsi Marine Le Pen, présidente du Front Nationale décrivait l'UE comme « une structure qu' [elle] considère comme totalitaire, c'est l'Union soviétique européenne ».

- Alors qu'une majorité d'Etats Membres de la zone Euro ont réussi à s'accorder sur le pacte européen de stabilité, des doutes sont émis sur l'adoption de ce dernier par l'Allemagne. En effet, la cour constitutionnelle allemande pourrait s'opposer à ce texte du fait de la perte de souveraineté du Bundestag dans le cadre de ce pacte. Bien qu'Angela Merkel est donné son accord, la signature au niveau national pourrait s'avérer d'autant plus compliqué que la frontière des soutiens de la Chancelière se fissurent. Au-delà de la crise allemande, cela pourrait à nouveau provoquer une crise européenne.
- Tout en soutenant l'importance de l'Union dans le monde du XXIe siècle, François Fillon a demandé que les dépenses du budget européen soient gelées afin de produire le même effort que celui réalisé par les Etats Membres. Cette idée est soutenue par la Grande Bretagne et l'Allemagne. La Commission Européenne avait auparavant demandé une hausse de 4,9% du même budget, soit une hausse de 6,2 milliards d'euros supplémentaires par rapport à 2011. Le Premier Ministre a cependant rappelé qu'il ne fallait pas pour autant renoncer à la PAC, qui constitue 40% du projet global. Fillon s'est également dit ouvert aux propositions visant une fiscalité propre, tout en excluant l'idée d'une TVA européenne.  Cette demande d'austérité pourrait avoir un effet encore plus néfaste qui serait de freiner la croissance. En effet, elle pourrait limiter les effets positifs de la relance économique alors même que les Etats-Unis et le Japon ne s'imposent pas une telle rigueur.
- Alors qu'elle engage des « stress tests » vis-à-vis de ses banques afin de tester leur résistance, le ministre des finances allemand a annoncé que celles qui échoueraient ne bénéficieraient pas d'aides. La Ministre des finances espagnole a de son côté annoncé que ses tests servirait à évaluer les mesures de recapitalisation par l'Etat. Les banques espagnoles devront justifier d'un niveau de fonds propres deux fois supérieur au niveau requis par les tests de résistance. Le président de la Banque de France a expliqué que les institutions françaises devraient passer les tests sans encombre.
- Le taux d'inflation pour le mois de Mars 2011 s'est établi à 2,7% soit un 1,1 point de plus que l'année passée.
- Afin de limiter l'inflation, la Banque Centrale Européenne envisage d'augmenter les taux directeurs. Au-delà du scepticisme sur l'impact réel d'une telle mesure, les opposants à cette décision pointe du doigt le risque pour les économies souffrant déjà d'une crise de la dette.
- Le gouvernement portugais a fait une demande d'aide auprès de l'Union Européenne, qui devrait imposer en contrepartie des mesures de rigueur budgétaire comme leurs homologues grecs et irlandais. Longtemps le Portugal a souhaité ne pas réaliser cette demande mais « l'aggravation dramatique de la situation financière, les a contraint à le faire.

- Réunis pour discuter des aides financières accordées au Portugal, les Ministres des Finances de la Zone Euro ont défendu les mesures d'austérité mises en œuvre dans plusieurs pays de l'Union. Ils ont justifié leurs positions par la volonté de maintenir viable l'état-providence.
- Différents pays ont manifesté contre les politiques d'austérité en Europe.
 - o En Grèce, à l'appel du syndicat de la fonction publique (AEDEDY)
 - o En Hongrie, 50 000 personnes étaient réunies dans les rues de Budapest. (1^{ère} grande manifestation depuis le 1^{er} Mai 1989)

- Le FMI et des représentant de l'Union Européenne se sont d'ailleurs déplacés à Athènes afin de valider le respect des mesures d'austérité et examiner l'avant-projet du budget 2012-2015. l'objectif est d'économiser 4,2 milliards d'euros. La Grèce a démenti les différentes rumeurs persistantes (américaines et allemandes - notamment) sur sa volonté de se restructurer sa dette. Elle rejoint sur ce point de nombreux analystes qui y voient qu'une telle option pourrait avoir des conséquences catastrophiques.

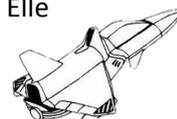


- Le FMI et l'Union Européenne ont mis en exergue les progrès réalisés par l'Irlande dans la gestion de la crise. Même si la situation du déficit irlandais devrait continuer de peser jusqu'en 2016, les efforts consenties ont permis une évaluation positive de la gestion de l'endettement. Pour autant, les agences de notation ont continué de dégrader la note de l'Irlande.
- La Roumanie a reçu une mission du FMI et de l'UE afin d'évaluer la situation économique du pays dans le cadre d'un nouveau prêt accordé à l'état roumain. Les premières mesures (allocation d'un prêt de 20 mds d'euros) avait permis au pays de stabiliser une économie, victime d'une des pires récessions de l'UE, d'après Traian Basescu, président roumain.



- La Commission Européenne souhaite imposer aux grands groupes de l'Union Européenne de féminiser leur Conseil d'administration, ainsi qu'un meilleur contrôle des rémunérations par les actionnaires. La consultation conduite par les services de Michel Barnier se clôturera le 22 juillet prochain.

- La Commission Européenne a adopté une communication sur le caractère stratégique du secteur spatial. La France a souligné l'importance de cette initiative. Elle confirme à la fois la priorité donnée par l'UE aux programmes Galileo et GMES, ainsi que l'inscription des affaires spatiales dans la stratégie Europe 2020 pour une croissance durable. Par ailleurs, l'Union européenne souhaite renforcer sa coopération sur ce domaine avec la Chine.



- La chambre européenne du commerce en Chine a mis en exergue que les entreprises européennes ne peuvent pas suffisamment participer aux appels d'offres chinois. Malgré des améliorations en termes d'appels d'offres, le gouvernement chinois reconnaît que des défauts existent encore dans le mécanisme de passation des marchés.
 
- La commission de l'Industrie du Parlement Européen soutient la proposition de la Commission Européenne d'assurer une couverture universelle à haut débit à tous les européens d'ici à 2020.
- 30 millions de personnes, soit 18% de la population européenne vivent dans un logement surpeuplé. Les pays de l'est sont les plus touchés, notamment en Lettonie où le taux atteint 58%. Ce sont les célibataires et plus particulièrement les hommes qui sont les plus concernés. Un autre facteur aggravant : les personnes qui ont des enfants à charges sont 8,6% contre 3,1% sans enfants.
- D'après une enquête réalisée par la BCE, les entreprises (principalement les grandes structures) et les ménages ont de plus en plus de difficultés à accéder aux crédits. Les conditions d'attributions se sont resserrées depuis la crise afin de pallier aux manques de liquidité et aux difficultés de refinancement.
- Plusieurs pays de l'union européenne, dont l'Allemagne et le Royaume-Uni, souhaitent la suppression du PEAD. Le Programme Européen d'Aides aux plus Démunis permet notamment le don des denrées alimentaires au profit des banques alimentaires. Ce programme pèse 500 millions d'euros. L'association des restos du Cœur est l'une des applications concrètes de ces fonds.

III) Ecologique – Energie – Agriculture - Pêche

- La Commission Européenne a proposé une taxe carbone, s'imposant sur les produits polluants tels que le Gazole ou le Charbon. Cette décision a pour objectif de favoriser les ressources vertes et de les rendre plus compétitives. L'Allemagne a aussitôt contesté cette mesure qui se traduit, selon elle, par une augmentation des prix de ces matières premières. Seuls les professionnels de la mer en seraient exonérés. Aux vues de la situation tarifaire du pétrole, l'Allemagne ne devrait pas avoir de difficultés à réunir d'autres Etats pour s'opposer à une mesure qui ne sera potentiellement applicable qu'en.... 2023.
 
- La Commission Européenne a lancé une initiative sur les Smart Grids (réseaux intelligents) visant à accélérer les investissements des opérateurs du réseau et leur déploiement. D'après Bruxelles, 80% des consommateurs devraient avoir accès d'ici 2020 à un système de gestion et de contrôle de sa consommation. Cela nécessite d'harmoniser les standards techniques, de protéger les données des consommateurs, de mettre en place des processus d'incitation fiscale, et de soutenir les investissements en R&D et la compétitivité du marché.

- Suite au drame de Fukushima, l'Union européenne a décidé d'abaisser le niveau de radioactivité autorisé pour les aliments en provenance du Japon. L'objectif est de s'aligner sur les normes des pays les plus sévères. L'Union Européenne a décidé d'aligner ses niveaux de radioactivité concernant les Césium 134 et 137 sur les normes japonaises plus restrictives. Cette décision intervient après une décision du 25 mars dernier par laquelle la Commission avait annoncé le contrôle des produits en provenance du Japon et émis une directive précisant les conditions de ces contrôles ainsi que les taux de radioactivité acceptés. Or de nombreuses critiques, notamment sur Internet, avaient été exposées, considérant cette directive plus laxiste que des textes européens déjà en vigueur. ([Le Post](#))
- Profitant du 25ème anniversaire de l'accident de Tchernobyl, la Commission a annoncé l'attribution d'une aide supplémentaire de 110 millions d'euros pour la stabilisation du site et garantir l'absence de nocivité de l'environnement. Une somme qui vient compléter les 630 millions attribués par la communauté internationale.
- Le Parlement Européen a signé le protocole de partenariat entre l'UE et les Seychelles portant sur la pêche du thon. Le protocole prévoit une baisse du tonnage qui sera compensé par une subvention au développement, accordée notamment au secteur maritime des Seychelles. Le protocole en cours depuis 3 ans sera ainsi prolongé jusqu'en 2014. Les eurodéputés ont également renouvelé l'accord de pêche liant l'UE à l'Union des Comores. Ce protocole s'appliquera jusqu'à fin 2013. Il modifie le nombre de navires autorisés à pêcher le thon. Pour autant le tonnage global a baissé (tout comme la contribution financière des Comores). De son côté, afin de favoriser le développement des Comores, l'UE va allouer un financement supplémentaire de 300 000 euros.
- C'est le laboratoire française ANSES, de Sophia Antipolis qui a été retenu, par la Commission Européenne comme laboratoire de référence de l'UE pour la santé des abeilles.



IV) Juridique

- Alors que la France proposait de légiférer sur la question de la Neutralité du web dans un rapport parlementaire proposé par deux députés (UMP et PS), Neelie Kroes, commissaire européen en charge de nouvelles technologies a botté en touche et renvoyer les Etats à leur responsabilité. Responsabilité qu'elle confirme puisque la Commission s'accorde la possibilité de diligenter des enquêtes pour vérifier le respect de cette neutralité.



- La version numérique du JOCE obtient un statut juridique permettant aux annonces publiées d'être officielles et donc de faire foi. Jusque-là, seule la version papier avait un effet juridique. La proposition doit encore être validée à l'unanimité par le Conseil suite à l'approbation du Parlement Européen.

- La Commission Européenne a signé un accord avec différents groupes et fédérations de l'Industrie afin de poser les bases sur la protection des données liées à l'utilisation de puces RFID ou NFC, qui servent notamment à payer automatiquement au péage, dans les cartes Navigo.... L'UE estime à 2,8 milliards le nombre de puces disponibles en 2011. 
- La Commission Européenne a signé une convention internationale visant à faciliter la perception des pensions alimentaires entre les différents pays de l'UE. Ainsi les parents hors Union seront également astreints à leurs obligations.
- La commission Européenne s'apprête à nommer un médiateur pour relancer le débat avec les ayants-droits afin d'harmoniser la redevance sur la copie privée, très disparate dans les états.
- Face à l'accroissement du nombre de profils sur les réseaux sociaux (bien souvent publics) détenus par des personnes mineurs, la Commission Européenne devrait réexaminer l'accord d'autorégulation des sites de socialisation, de 2009, signé notamment par Facebook. 
- La Commission Européenne a prononcé une amende de 315 millions d'euros à l'encontre de Procter&Gamble et Unilever. Elle sanctionne ainsi leur entente avec la société Henkel sur le marché des poudres à lessiver sur 8 marchés de l'Union.

V) culturel

- La culture est un aspect important de la vie des européens et donc de l'action menée par les institutions de l'UE. Une étude d'Eurostat propose un rapport (cultural Statistics) présentant les résultats d'une enquête réalisée auprès des 27. (PDF)

VI) divers

- Si l'information avait circulé le 1^{er} avril, nous aurions pu penser à un poisson. Mais elle date du 27. Schwarzy président... de l'Union Européenne. L'information a été publiée par les médias américains et provient de Terry Tammimen, ancien chef de cabinet du gouverneur californien. 
- Partant du principe qu'un empire se définit par un « ensemble d'Etats, de territoires relevant d'un gouvernement central », le taurillon pose la question de ce qui peut advenir de cette entité impériale, qui ne veut ni s'étendre, et qui refuse l'usage de la force. Un article intéressant baptisé « [l'empire sans la force](#) »
- Le site Toute l'Europe a proposé une revue du web des poissons d'avril. [Ludique](#) !

- Babylone sera la première série consacrée à l'Union Européenne. Afin de rendre plus attractif auprès du grand public les institutions, la série présentera des héros en charge de déjouer une conspiration qui se déroule à Bruxelles. Le thriller, qui doit sortir en janvier 2012, est doté d'un budget de 1,5 millions d'euros par épisode.